

Perdons pas l'fil

Planning Familial, 30 boulevard Gambetta, 38000 Grenoble
tel : 04 76 87 94 61 fax : 04 76 87 72 70
mfpf-isere-com@wanadoo.fr

Décembre 2002,
n° 18

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE L'ISERE

SOMMAIRE

Les femmes du Burkina Faso
au cœur du Planning Familial

page 1 & 2

Quelques chiffres sur le Burkina Faso

page 2

Les multiples offensives de Bush
contre les droits des femmes

page 3

Brèves de doc'

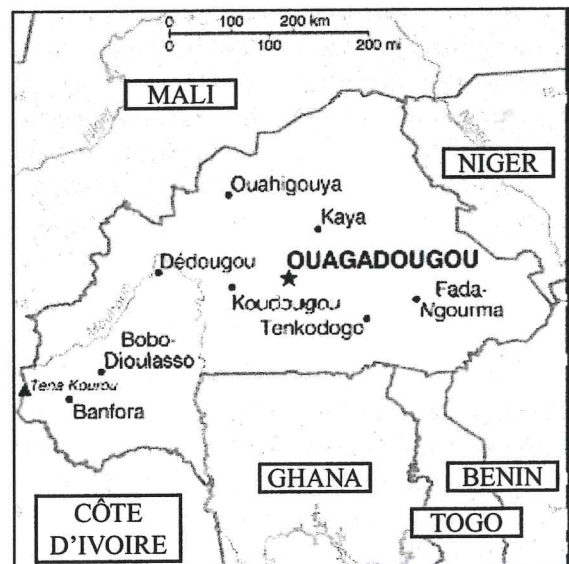
page 4

Les femmes du Burkina Faso au cœur du Planning Familial

Le MFPF met en œuvre un programme de réduction des risques sexuels en Afrique

En novembre 2000, dans le cadre du jumelage entre les quartiers de Chorier Berriat à Grenoble, et Gounghin à Ouagadougou, des militantes Burkinabés avaient sollicité le Planning pour connaître les activités que nous développons et établir des relations de coopération entre nous. A la suite de cette entrevue, nous leur avons proposé, de participer à une rencontre que nous organiserions pour elles autour des questions de sexualité. Nous avons donc accueilli dans nos lieux,

en mars 2001, 3 femmes Burkinabés responsables d'associations de femmes. Cet échange très vivifiant et fécond a permis de créer de véritables liens de solidarité. Aujourd'hui, cette action a permis d'inscrire, les associations de femmes burkinabés dans un programme de «Réduction des Risques Sexuels» en direction des femmes, financé par la Fondation Mondiale du Sida, au Burkina Faso, au Cameroun et à Madagascar. Il est en continuité avec un programme, que le M.F.P.F. développe en France y compris dans l'Isère, et dans les DOM, depuis 3 ans, et qui a d'abord fait l'objet d'une convention avec la Direction Générale de la Santé et continue d'être proposé à des femmes intervenant dans différentes associations ou



Population totale : 11 535 000 habitants
Population active : 5 414 000 habitants
Population active rurale : 92,4% de la population active
PNB par habitant en \$: 960 (pour l'année 1999)

institutions, qui sont en contact avec des femmes en difficulté de prévention.

Compte tenu de l'évolution du sida en Afrique qui touche particulièrement les femmes et les jeunes filles, il devenait urgent

de développer ce travail en partenariat avec des associations de femmes africaines.

Ce programme se déroule au Burkina Faso du 24 Février au 7 Mars prochain. L'animation est assurée par 3



conseillères du Planning formées à cette action au sein des associations de Grenoble, de Poitiers, de Montpellier, qui sont déjà en relation avec des associations de femmes Burkinabés. Les formations théoriques médicales sont assurées par des formateurs locaux.

Ce programme s'inscrit dans un cadre d'échanges et de valorisation des compétences de chaque participante. Il repose sur une approche globale de la santé sexuelle, intégrant des questions liées à la sexualité, telles que la prévention des grossesses non désirées, les infections

sexuellement transmissibles, le sida, la connaissance du corps, la maternité, le suivi gynécologique, l'excision. Il s'agit aussi d'appréhender en groupe, la sexualité et les pratiques sexuelles dans leur globalité en associant la prévention des risques sexuels à une réflexion sur les relations entre les sexes, à la modification du statut social de la femme, à la lutte contre les violences. Ainsi, les femmes, à partir d'échanges de savoirs et d'expériences, peuvent choisir la prévention la plus adaptée pour elles, car collectivement, elles

retrouvent une estime d'elles mêmes qui leur permet d'agir contre toutes ces formes de discriminations sexuelles, sexistes et morales qui s'exercent à leur égard. C'est une première étape vers l'autonomie.

L'idée, à l'issue de ces formations qui se dérouleront à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso, est d'aider et de soutenir toutes celles d'entre elles qui pourront devenir des femmes relais, soit au sein de leur propre association, soit vers d'autres groupes de femmes, soit dans des réseaux de santé déjà constitués, de villes, de villages ou de santé communautaire.

Une première mission préparatoire au Burkina Faso, composée de la Présidente du MFPPF et des 3 formatrices françaises a permis d'organiser des rencontres et de présenter notre programme aux responsables de la santé, de la coopération décen-

tralisée, du sida, des droits des femmes, du Planning Familial, du FNUAP mais aussi d'élaborer collectivement les modalités de la formation avec 10 associations de femmes Burkinabés.

Comme la première étape de ce programme se termine sur le terrain la veille du 8 Mars, nous fêterons ensemble à Ouagadougou, avec nos amies Burkinabés, la journée internationale des femmes.

Cet acte symbolique signera, grâce à ces échanges fondateurs, des perspectives d'actions, de partenariats au sein du réseau de femmes et de santé Burkinabé pour faire vivre concrètement les droits fondamentaux des femmes sur tout le territoire du Burkina Faso.

Pour plus d'information, joindre Catherine Wolff au Planning : 04 76 87 94 61



Quelques chiffres sur le Burkina Faso

Le Burkina Faso; un des pays que l'on peut classer parmi les nations les plus pauvres et les moins industrialisées au monde. Néanmoins, il est important de souligner que le Burkina Faso connaît une croissance positive et une inflation inférieure à son taux de croissance depuis

plusieurs années, et ce grâce à l'exploitation de son sous-sol riche en or, diamants, fer, zinc ou encore en plomb, et à une économie tournée vers l'exportation. C'est au niveau social que le bas blesse comme on peut le constater avec les chiffres ci-après.

- Taux de seroprévalence au VIH pour une classe d'âge 15-24 ans : (F/H) 5,79 / 2,31

- Taux de fécondité : 6,80 %

- Naissances pour 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans (‰) : 151

- Taux de mortalité maternelle : 484 pour 100 000 naissances en 2000

	Taux brut de scolarisation primaire	% atteignant la dernière année du primaire	taux brut de scolarisation secondaire	% d'analphabètes (plus de 15 ans)	Espérance de vie	Mortalité infantile (‰)
Filles	31	76	6	85	49	87 %
Garçons	48	77	11	65	47	

Sources chiffres : site Internet de FNUAP

Les multiples offensives de Bush contre les droits des femmes

La guerre de l'administration Bush contre les droits des femmes

Depuis 2 ans, les Etats-Unis ne cessent de remettre en cause les efforts entrepris en matière de planification familiale et des droits des femmes dans le monde.

En Janvier 2001, le Président Bush annonce le rétablissement de la politique dite de «Mexico» et supprime les financements à toute ONG, en coopération avec les Etats-Unis, qui informe, conseille, oriente les femmes vers un service IVG, ou qui simplement agit en faveur de sa législation. Ces restrictions incluent également les services IVG, la formation, et divers produits dont les contraceptifs. La Fédération Internationale pour la Planification Familiale (IPPF), dont sont membres 134 associations de planification familiale nationales à travers le monde, en refusant de se soumettre à cette politique, s'est vu interrompre son financement, alors que la communauté internationale s'accorde à dire que ce gel financier va provoquer des incidences graves dans les programmes d'aide aux pays les plus pauvres.

En Juillet 2002, le Gouvernement Bush récidive avec le gel de la contribution américaine de 34 millions de dollars, pourtant approuvée par le Congrès américain, au Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP). Le soupçon porte sur un soutien du FNUAP à un programme d'avortements et de stérilisations forcées en Chine, malgré l'absence de preuves apportées par deux missions d'enquêtes de parlementaires américains et anglais.

En Août 2002, lors du sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg, les droits des femmes font l'objet d'une attaque frontale. Une polémique se cristallise autour d'un article sur la santé qui appelle les Etats à fournir «à tous des services sanitaires de base efficaces» et précise que cela doit être fait «en respectant les législations nationales et les valeurs culturelles et religieuses». Autrement dit, il s'agit de subordonner le respect des droits des femmes aux dites valeurs. La délégation canadienne, alertée par les associations et les parlementaires, introduit un amendement avec une référence claire «au respect des droits humains et des libertés fondamentales». Cette proposition soutenue par l'Union Européenne, est

vigoureusement attaquée par la délégation des Etats Unis, de l'Arabie Saoudite et du Vatican. Finalement, après d'âpres négociations, le «respect des droits humains et des libertés fondamentales» est introduit dans le texte final.

En octobre dernier, lors de la réunion du comité préparatoire à la Conférence sur la Population et le Développement pour la région de l'Asie et du Pacifique, les Etats-Unis déclarent qu'ils ne sont pas en mesure de réitérer leur engagement en faveur du plan d'action adopté par la Conférence des Nations Unies au Caire, en 1994, si les termes de «santé génésique» et de droits en matière de reproduction ne sont pas supprimés de ce programme. Ils précisent que cette position n'est pas négociable. Or, l'adoption de ces termes à la Conférence du Caire a constitué un tournant très important dans les politiques de population, en mettant fin à la suprématie de l'approche démographique et du contrôle des populations, au profit du libre choix des individus et du respect des droits des femmes. 179 pays s'étaient engagés à fournir à la population des services de santé efficaces dont la santé sexuelle, d'ici 2015. En outre, l'ébauche du plan actuel américain, mentionne

«les bienfaits de l'abstinence comme choix le plus sain pour les adolescents non mariés» et propose des termes édulcorés en regard de l'égalité des sexes, du rôle des ONG, et ne précise aucun accord sur le montant de l'aide au développement en matière de santé reproductive.

On voit aisément que l'administration Bush n'hésite pas une seconde à faire alliance avec les intégristes musulmans et chrétiens et/ou à lancer une bataille sémantique quand il s'agit d'élargir «l'axe du mal» aux droits des femmes dans les pays les plus défavorisés. Ce changement de politique des Etats-Unis risque de fragiliser le consensus mondial sur la politique en matière de population et de remettre en question les acquis obtenus par les mouvements de femmes lors des dernières décennies. Aussi, nous appelons, toutes celles et ceux, qui, mobilisés dans des mouvements de critiques contre la mondialisation, à s'engager à nos côtés dans la défense des droits des femmes dans le monde.

Pour plus d'information, voir site web du Planning : www.planning-familial.org

◆ ◆ ◆



Quelques sites Internet intéressants

Le FNUAP : www.fnuap.org
Les femmes : www.savingwomenslives.org
L'ONU : www.un.org
Le Burkina Faso : www.primature.gov.bf



BURKINA FASO

Femmes et artisanat au Burkina Faso,

Dir. Nicole Bienfait, Arcoria, 2000, 95 p.

Au Burkina Faso comme dans beaucoup de pays d'Afrique noire ce sont les femmes qui exercent presque exclusivement certaines activités artistiques. Elles sont vannières, tisseuses, décoratrices peintres, potières. Ce beau livre nous montre comment toutes ces femmes rivalisent d'art et d'adresses dans leurs réalisations.

Les peintures murales des femmes Kasséna du Burkina Faso,

Jacques PIBOT, L'Harmattan, 2001, (Coll. Les Arts d'ailleurs), 128 p.

La tradition picturale est extrêmement vivace en Afrique. Cet ouvrage permet de découvrir les procédés et la technique que les femmes mettent en œuvre, chaque année, après la saison des pluies, afin de réaliser le décor peint de leurs habitations. L'auteur qui travaille au signe et à la trace, et étudie l'ethno esthétisme dans la peinture traditionnelle du Burkina s'est attaché à observer la réalisation de ces peintures pour en comprendre le sens. C'est à travers la vie quotidienne, partagée avec les habitants et la complicité établie avec les femmes que l'auteur, peintre lui-même, a pu être initié au langage des signes. C'est cette connaissance qu'il nous livre dans cet ouvrage largement illustré.

Internet au Burkina Faso : réalités et utopies,

Mahamoudou OUEDRAOGO, Joachim TANKOANA, L'Harmattan, 2001, 64 p.

Le Burkina Faso est un pays pauvre. Mais il ne reste pas pour autant en marge des grandes révolutions du monde. Lui aussi est entré dans l'ère d'internet, de la nouvelle technologie de l'information de la communication. Les auteurs, journaliste pour l'un et universitaire pour l'autre ont tous deux assumé de hautes responsabilités politiques.

**VOUS POUVEZ CHOISIR
D'ADHÉRER
AU PLANNING FAMILIAL
POUR SOUTENIR NOS ACTIONS**

- carte d'adhésion 15 €
(ou plus pour une adhésion de soutien.)

- Tarif étudiants
et demandeurs d'emploi 7,5 €

Le FNUAP

L'agence estime que le retrait de la contribution américaine aurait permis de prévenir 2 millions de grossesses non-désirées, 800 000 avortements, ainsi que plus de 77 000 décès de nourrissons et d'enfants. La réduction de la pauvreté dans le monde ne pourra se faire sans promouvoir l'accès à la contraception et à des maternités choisies.

Tous à vos plumes !!!

Faites-nous connaître vos pratiques,
vos luttes, vos idées.

Perdons pas l'fil est aussi
votre bulletin d'information.